



LA RECOMPOSITION DU PAYSAGE POLITIQUE ITALIEN

Par Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des Études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le 25 septembre prochain, les Italiens seront appelés aux urnes pour des élections générales anticipées capitales pour le futur du pays. En effet, l'Italie souffre de nombreux maux avec une inflation galopante, une crise énergétique qui s'annonce redoutable, une dette dont la taille disproportionnée est de plus en plus insoutenable. Cette situation, rencontrée également par les autres pays européens, vient s'ajouter à une crise politique nationale. Si nos voisins transalpins sont habitués à l'instabilité politique, cette élection pourrait être doublement historique. D'une part, nous pourrions voir pour la première fois une femme comme présidente du Conseil. D'autre part, l'extrême-droite ou droite nationale pourrait arriver au pouvoir en Italie avec Giorgia Meloni.

Ainsi, l'Italie serait un domino supplémentaire sur l'échiquier européen après la Hongrie, l'Autriche et la Suède. Ce phénomène avait connu un arrêt pendant la crise sanitaire avec la défaite notamment de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de 2020. Pourtant, la fin de la crise sanitaire a réactivé ce processus au sein des démocraties occidentales en cours depuis le Brexit en 2016. Récemment, la Suède, pays type de la social-démocratie a récemment basculé dans une coalition de droite où c'est l'extrême droite qui est en tête de cette coalition.

Pour comprendre comment l'Italie en est arrivée là, il semble nécessaire de remonter le temps pour se questionner sur l'histoire politique italienne. En effet, la normalisation des partis extrêmes en Italie ne s'est pas faite en un jour. Il s'agit d'un long processus de délitement des partis traditionnels comme nous le rencontrons en France. Enfin, nous pourrions nous étendre sur les possibles issues de ce scrutin et dissenter sur le probable retour de la droite au pouvoir. Même si des partis de droite ont pu être partie prenante dans certaines coalitions gouvernementales, c'est la première fois depuis 2011 avec Silvio Berlusconi que la droite est possiblement sur le point de gouverner.

Cette possible arrivée de Giorgia Meloni au pouvoir interroge sur plusieurs volets. Au-delà des portraits qui sont faits à son égard, quelle est la véritable ligne politique de la leader de la droite nationale ? Quelles sont les ressorts de son succès ? Quelles seraient les conséquences pour l'Europe et pour la France ?

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	2
SOMMAIRE	3
<i>ITALIE : COMMENT N SOMMES-NOUS ARRIVÉ LÀ ?</i>	<i>5</i>
HISTOIRE DE LA VIE POLITIQUE EN ITALIE DEPUIS LA FIN DU FASCISME	5
Bipolarisation de la vie politique depuis la fin du fascisme	5
L'arrivée de Silvio Berlusconi : le début de la normalisation des extrêmes	6
Les élections générales de 2013 et 2018 : la nouvelle place des extrêmes.....	7
ITALIE : DES INDICATEURS DANS LE ROUGE	9
Indicateurs macroéconomiques.....	9
Indicateurs migratoires.....	13
Contestation de l'Union européenne	14
Autres indicateurs (classe politique, etc.)	15
ITALIE : ÉVÈNEMENTS RÉCENTS ET NOUVELLE CRISE POLITIQUE.....	16
La formation du Gouvernement d'Union nationale.....	16
2022 et le début de la crise.....	18
Été 2022 : Chute du Gouvernement Drahi	19
<i>VERS UN SÉISME POLITIQUE AVEC L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE GIORGIA MELONI ?.....</i>	<i>20</i>
UN CONTEXTE POLITIQUE PROPICE	20
L'impossible reconduction du Gouvernement d'Union nationale.....	20
La gauche plus divisée que jamais	21
La droite sur un boulevard ?.....	22
La coalition de droite au pouvoir ?	23
LES RESSORTS DU SUCCÈS MELONI	26
Seul parti politique à ne pas participer à la coalition gouvernementale.....	26
La ligne politique	27
Une équation personnelle singulière	30
Giorgia Meloni sera-t 'elle vraiment présidente du Conseil ?	31
<i>LES CONSÉQUENCE POUR L'EUROPE ET LA FRANCE</i>	<i>33</i>
LES CONSÉQUENCE POUR L'EUROPE	33
Une nouvelle architecture des pays européens	33
Une nouvelle donne dans les institutions européennes ?.....	34
Une nouvelle donne géopolitique en Europe ?	35

UN PHÉNOMÈNE SIMILAIRE EN FRANCE ?.....	36
<i>CONCLUSION</i>	39

ITALIE : COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉ LÀ ?

HISTOIRE DE LA VIE POLITIQUE EN ITALIE DEPUIS LA FIN DU FASCISME

Bipolarisation de la vie politique depuis la fin du fascisme

Depuis la fin du fascisme et la réunification du royaume d'Italie en 1945, la vie politique était polarisée entre la gauche et la droite modérées, sans que les extrêmes n'aient véritablement leur mot à dire. Alors qu'il avait participé à la transition après la chute de Mussolini, le Parti Communiste Italien fut exclu de la vie politique italienne malgré ses scores élevés lors de différentes élections. L'alignement sur l'URSS et le soutien aux Brigades Rouges par exemple ne jouèrent pas en leur faveur et dès la formation du premier gouvernement d'Alcide de Gasperi, et alors que beaucoup de partis de gauche y participaient, il fut mis à l'écart de la vie politique.

Jusqu'en 1976, le parti communiste italien peut être défini comme le premier parti d'opposition du pays, dépassant bien souvent les 30% des suffrages exprimés lors de différentes élections. Pour autant, ce parti s'est toujours retrouvé isolé et ses seuls états de service se résument à des oppositions aux différents gouvernements de centre droit. Dès 1972, les dirigeants du parti décidèrent de s'éloigner politiquement du parti communiste de l'Union Soviétique, ce qui explique le fort score enregistré lors des élections générales de 1976 (près de 40%). Pour autant, le parti doit rester dans l'opposition et être spectateur de la formation d'un nouveau gouvernement de droite. Les dirigeants décident alors que pour la première fois depuis 1947, le PCI allait s'abstenir lors du vote de confiance, soutenant de fait le nouveau gouvernement. Mais ce « compromis » ne permit pas de rendre le parti plus fréquentable, bien au contraire, il annonça la chute lente des communistes. Cette baisse d'importance a pu être observée dès les élections de 1979 et lentement le parti perdit en influence, fusionnant en 1991 dans le parti démocrate de la gauche, mouvement de centre gauche ancêtre de l'actuel Parti Démocrate.

Les partis d'extrême droite furent quant à eux marginalisés et décriés après l'épisode fasciste. Le principal d'entre eux, le Movimento Sociale Italiano, auquel le Front National emprunta le logo de la flamme tricolore, n'a jamais véritablement pesé.

Tout comme à Gauche avec les Brigades Rouges, des mouvements néo-fascistes usant du terrorisme ont vu le jour en Italie dans les années 1970. Le plus tristement célèbre d'entre eux est Ordine Nero ou l'Ordre Noir, qui revendiqua de nombreux attentats dans les années 70. Même s'ils étaient plus visibles que dans les décennies précédentes, les mouvements d'extrême droite furent pendant très longtemps encore marginalisés et décriés. Par exemple, l'ancien ministre Umberto Fini essaya très longtemps de faire oublier son passé néo-fasciste pour tenter d'améliorer son image.

La vie politique italienne fut marquée durant plusieurs décennies par l'instabilité et l'alternance entre le centre droit, avec le Parti Democrazia Cristiana comme chef de file, et le centre gauche, avec le Partito Socialista Italiano.

De 1945 jusqu'au début des années 1960, l'Italie connaît une période d'hégémonie de la Démocratie Chrétienne, avec un parti de centre droit fort capable de dépasser les 40% de suffrages et de gouverner seul à de nombreuses reprises. Cette période faste est représentée par Alcide de Gasperi, président du Conseil durant 7 ans sans discontinuer. Faute de suffisamment de voix, le parti est obligé de s'ouvrir à gauche dès les années 60 et de faire alliance avec le Partito Socialista Italiano. Giulio Andreotti alla même jusqu'à tenter un compromis avec le PCI en 1976, mais cette alliance fut un échec et durant toutes les années 80 DC dut gouverner dans le cadre d'une Grande Coalition dite pentapartito. De nombreux scandales et des débâcles électorales eurent raison du parti historique de centre droit, qui choisit de s'auto-dissoudre en 1994, laissant ainsi le leadership à droite à Silvio Berlusconi.

L'arrivée de Silvio Berlusconi : le début de la normalisation des extrêmes

La bipolarisation de la vie politique prit fin avec l'arrivée de Silvio Berlusconi au pouvoir en 1994, avec deux accords de coalition de droite se référant à Forza Italia. Pour la première fois, des partis dits d'extrême droite se retrouvaient dans la coalition au pouvoir, ce qui constitua un énorme changement.

L'alliance « pôle des libertés » liait Forza Italia, parti de Berlusconi, avec le Parti la Ligue du Nord d'Umberto Bossi qui représentait la droite dans le Nord et le Centre du pays. Le parti autonomiste de la Ligue du Nord a véritablement commencé son ascension à la fin des années 1980 et le début des années 1990. Son succès et sa médiatisation sont un des facteurs expliquant la fin de l'hégémonie de Démocratie Chrétienne à droite et à posteriori sa dissolution. En effet, durant de longues années, DC fut un parti incontournable à droite et aucun autre parti ne pu lui disputer ce leadership. Mais au début des années 90, l'historique DC dû faire face à d'autres partis de centre droit comme le Parti Libéral Italien ou le Parti Républicain et lors des élections générales de 1992, la Ligue Nord fit son entrée à la Chambre des Députés et au Sénat. La présence de la Ligue du Nord dans la coalition de centre droit de Silvio Berlusconi en 1994 est une révolution, et son entrée au gouvernement un véritable séisme.

Le « pôle du bon gouvernement » rassemblait Forza Italia et l'Alleanza Nazionale de Gianfranco Fini et servait de base à la droite pour les autres régions. L'Alleanza Nazionale avait succédé au parti néo-fasciste historique, le MSI, qui était présent au Parlement depuis 1948, sans n'avoir jamais compté. Cette alliance conclue avec Silvio Berlusconi et plus tard son entrée au gouvernement sont une autre onde de choc en Italie, alors que personne ne croyait possible un retour du fascisme au gouvernement près de 50 ans après la chute de Benito Mussolini. Plus tard, le parti néo-fasciste, fusionne dans Il Popolo della Libertà, grand parti de droite lancé par Silvio Berlusconi, ce qui aidera à rendre cette extrême droite italienne plus fréquentable.

Les élections générales de 2013 et 2018 : la nouvelle place des extrêmes

En 2009, est fondé le parti populiste et attrape tout, le Mouvement 5 étoiles, ou Movimento 5 Stelle (M5S) par le comique Beppe Grillo. Alors que ce parti se définissant comme populiste et antisystème n'était crédité que de moins de 5% des intentions de votes avant les élections de 2013, il a récolté 25,56% des voix. Il termine ainsi loin devant le Premier Ministre sortant Mario Monti (10,56%) et devient la troisième force politique du pays. Pour la première fois de l'histoire italienne après la Seconde Guerre Mondiale, un parti populiste se retrouvait représenté massivement au Parlement et pouvait faire entendre sa voix. Cette

réussite inespérée permet l'éclosion de nouvelles figures politiques en Italie, comme Luigi di Maio, jeune député de 27 ans élu pour la première fois qui va mener le parti lors des prochaines élections.

Lors des élections de 2018, le Mouvement 5 Étoiles est devenu le premier parti politique du pays, recueillant près de 33% des suffrages et formant le gouvernement avec la Lega de Matteo Salvini. En quelques années, ce parti populiste et antisystème a pu se frayer un chemin et s'offrir une place de choix.

La Lega, ou Ligue, ancienne Ligue du Nord, est le parti le plus ancien lors des élections de 2013 et 2018. En effet, ce parti a été fondé en 1989 et mis à part un court intermède au milieu des années 1990, il a toujours été coalisé avec Forza Italia et Silvio Berlusconi. Par ailleurs, avant l'arrivée de Matteo Salvini, ce parti se concentrait exclusivement sur la partie Nord du pays et sur une offre politique clairement autonomiste et régionaliste. Sa ligne très droite, xénophobe et eurosceptique en faisait une cible pour les technocrates européens qui voyaient d'un mauvais œil l'ascension de ses leaders.

Pour autant, la nature autonomiste du parti explique qu'Umberto Bossi et Roberto Maroni, anciens leaders du parti, ne purent jamais décoller dans les enquêtes d'intentions de vote et se libérer de l'étiquette de « force d'appoint » pour Forza Italia.

Afin de remédier à tout cela, Matteo Salvini décida de changer le nom du parti en Lega, pour tenter de nationaliser le parti et ainsi servir ses ambitions personnelles. Une stratégie qui fonctionna puisque Matteo Salvini parvint à faire progresser la Lega pour obtenir 17% des votes (lors des élections précédentes la Ligue du Nord conduite par Roberto Maroni n'avait recueilli que 8% des voix). La Lega est ainsi devenue le premier parti de droite d'Italie et la locomotive d'une coalition de droite très longtemps menée par Silvio Berlusconi. Ainsi la droite eurosceptique et xénophobe s'est elle aussi installée durablement sur le devant de la scène politique, jouant un rôle de premier choix et allant même jusqu'à gouverner le pays avec le M5S après les élections générales de 2018.

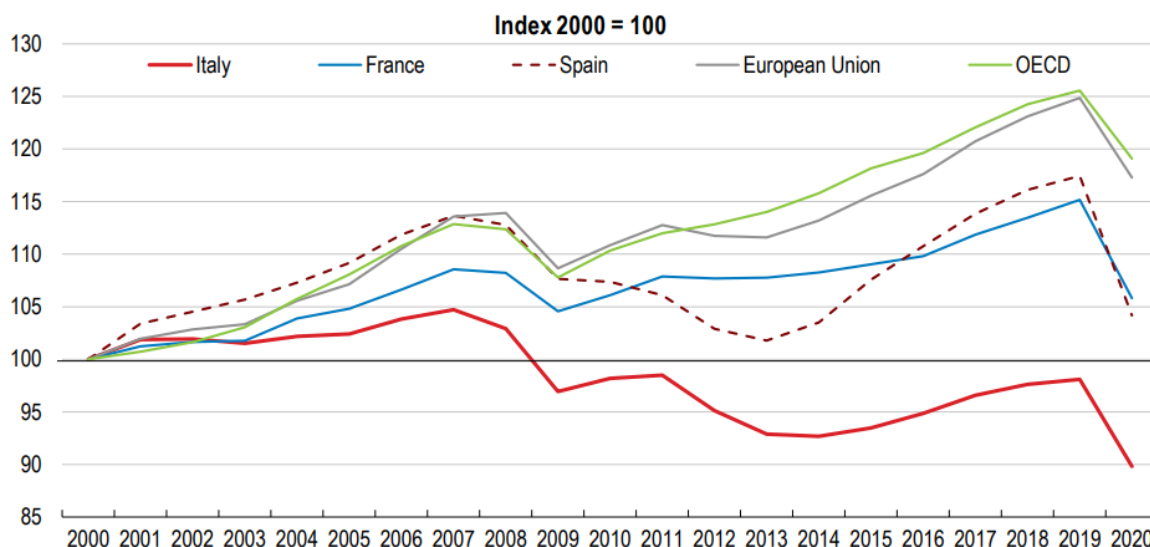
ITALIE : DES INDICATEURS DANS LE ROUGE

La situation politique italienne s'explique en partie par l'instabilité de ses institutions et son mode de scrutin qui ne garantit pas une stabilité comme l'offre la Vème République en France. Seulement, cette instabilité institutionnelle n'explique pas tout. Pour cela, il faut se pencher sur l'état de l'Italie qui est dans une moins bonne situation que la France par exemple. Ainsi, la péninsule ne s'est jamais véritablement remise de la crise financière de 2008 qui a mis à mal son économie tout comme la crise des dettes souveraines qui a suivi. À cette mauvaise situation économique, s'ajoute une crise migratoire. De plus, il faut ajouter d'autres indicateurs comme la contestation de l'Union européenne, qui serait responsable des maux pour une partie des Italiens.

Indicateurs macroéconomiques

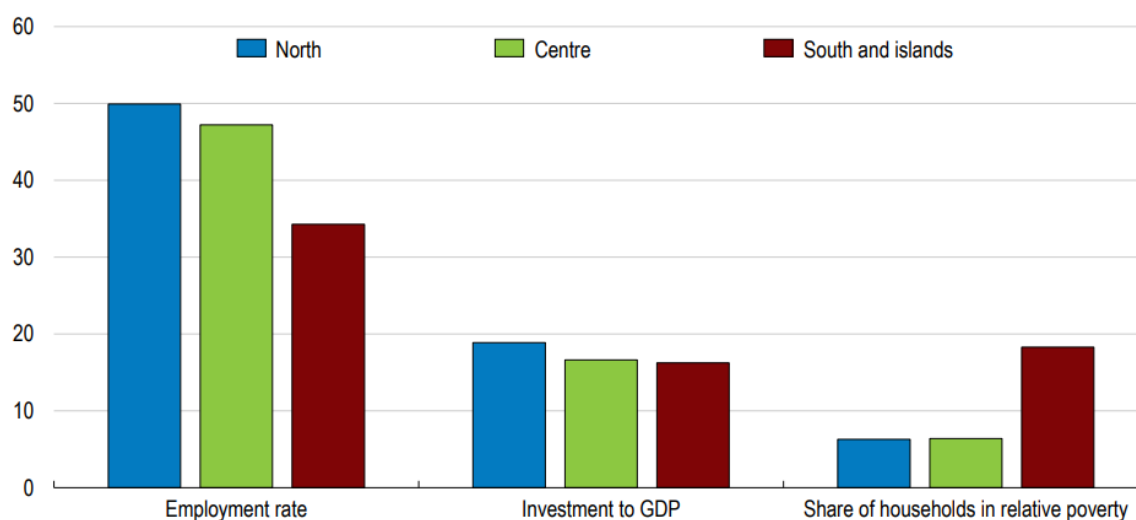
L'économie italienne a été doublement fissurée durant les vingt dernières années, d'une part par la crise financière de 2008 et des dettes souveraines qui a mis mal ses finances publiques, et d'autre part par la crise sanitaire qui a bouleversé la chaîne logistique et a mis mal la composante industrielle historique du pays. L'Italie ne s'est jamais d'ailleurs remise de ce double choc.

En effet, les ménages italiens ont vu leur revenu diminuer depuis 2008. Si on regarde le PIB par habitant, depuis 2000, il a diminué de plus de 10%. Cette donnée doit être mise en comparaison avec les autres pays de l'OCDE, où l'évolution a été positive comme en France ou en Espagne. Les Italiens se sont appauvris depuis 2008, alors que ce n'est pas le cas dans le reste de l'Europe. Ainsi, même avec la crise sanitaire, le PIB par habitant des pays de l'Union européenne et de l'OCDE, en 2020 reste supérieur à celui de 2008.



Source : PIB par Habitant - OCDE

Le taux d'emploi en Italie reste un des plus bas de l'OCDE, en particulier pour les femmes, et il révèle de fortes disparités entre les différentes régions en matière de niveau de vie. La qualité des emplois est relativement faible. Une part grandissante des nouveaux emplois est de nature temporaire, et le niveau d'inadéquation entre les compétences des individus et leur travail est élevé. Les indicateurs économiques illustrent parfaitement ces différences entre le nord de l'Italie et le Sud, comme nous pouvons le voir avec le graphique ci-dessous selon les trois axes : le taux d'emploi, le taux d'investissement, la part des ménages en situation de pauvreté relative.

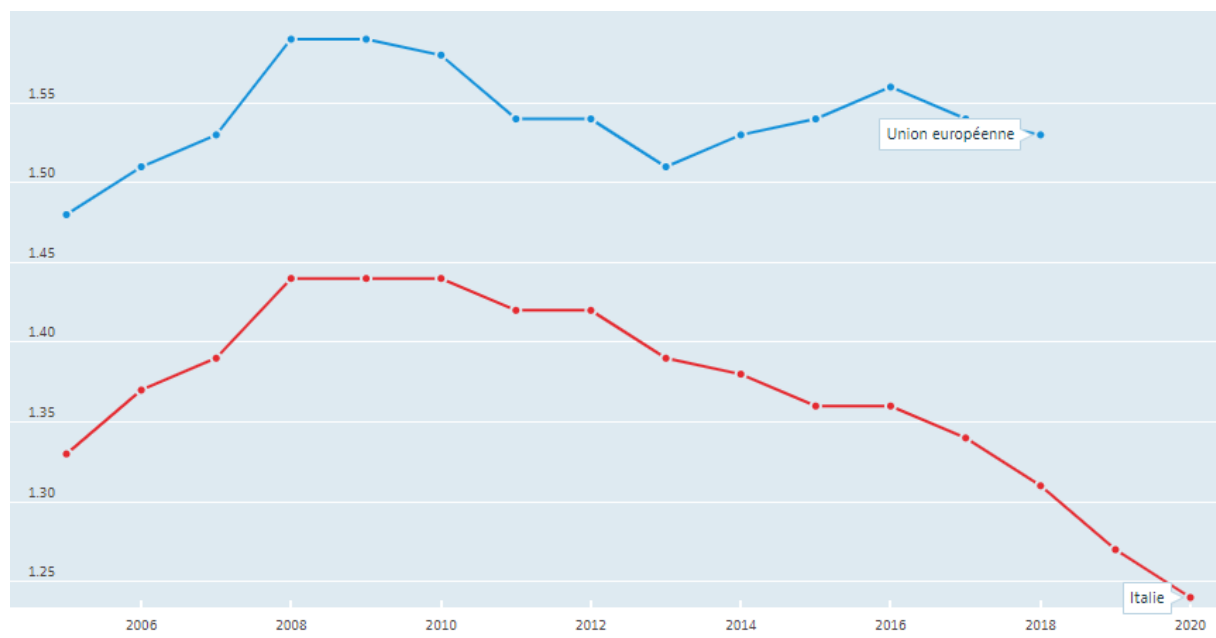


Note: Employment rate is the share of employed in the population aged 15 and over in 2020; Investment share in GDP in 2018; The ISTAT estimate of the relative poverty in 2020 is based on a poverty line (International Standard of Poverty Line - ISPL) defining as poor a household of two components with a consumption expenditure level lower or equal to the mean per-capita consumption expenditure.
Source: ISTAT.

La part des ménages en pauvreté relative est doublement plus élevée dans le sud que dans le nord.

Ce taux d'emploi faible est renforcé par un taux de fécondité historiquement bas qui pénalise fortement le dynamisme de son économie. En 2019 et en 2020, le taux de fécondité était même inférieur à celui du Japon, avec un taux à 1,24 en 2020. Ces taux tutoient les records datant de l'unification de 1861. Malgré une politique familiale généralement avantageuse, ces taux de natalité sont bien en dessous du seuil d'autosuffisance permettant le renouvellement de la population qui est de 2,1.

Cette caractéristique démographique des pays développés engendre une baisse de la demande des ménages (la tranche d'âge 35-50 ans se réduit versus une augmentation de la proportion de la population âgée), et donc une baisse de la propension des ménages à investir et à épargner. Cette tendance démographique pèse lourdement sur le système de santé et de retraite qui est financé majoritairement par une jeune population active qui voit sa proportion diminuer.

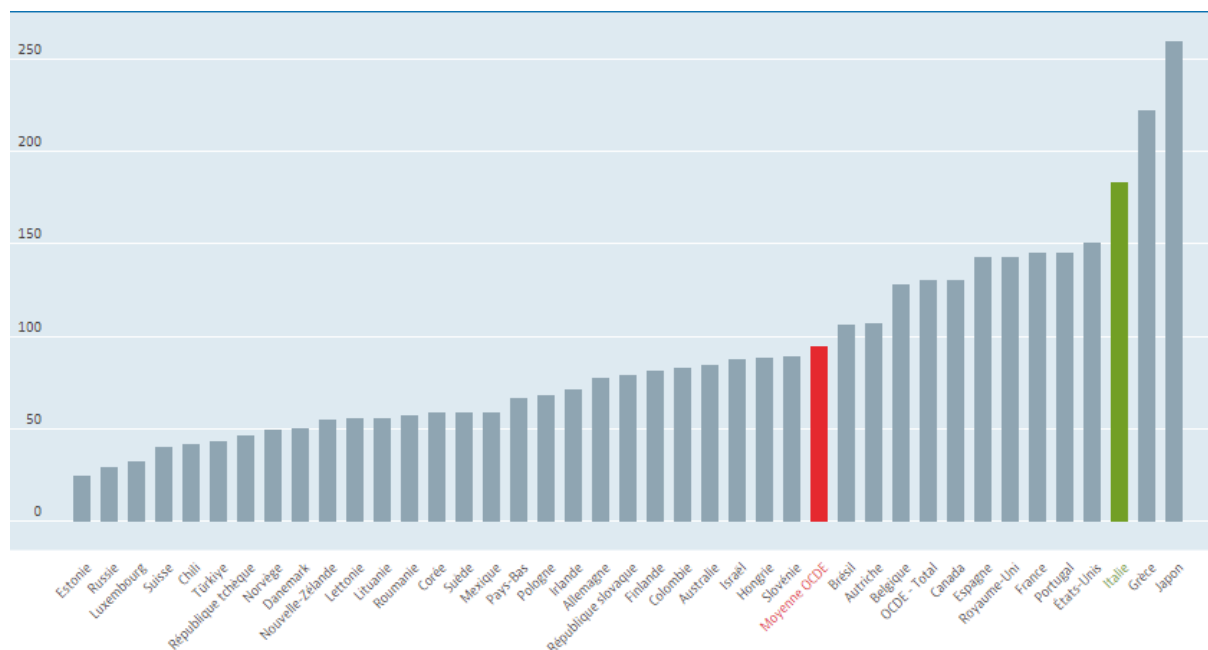


Taux de fécondité - Total, Enfants/femme, 2005 – 2020

Source OCDE

Le niveau de la dette publique est alarmant avec 151% du PIB en 2021 et réduit fortement les marges de manœuvre du gouvernement. Cela se traduit par une dette des

administrations publiques qui atteint des sommets, plus de 183% en 2020. L'Italie est le troisième pays de l'OCDE en matière d'endettement de son administration publique.

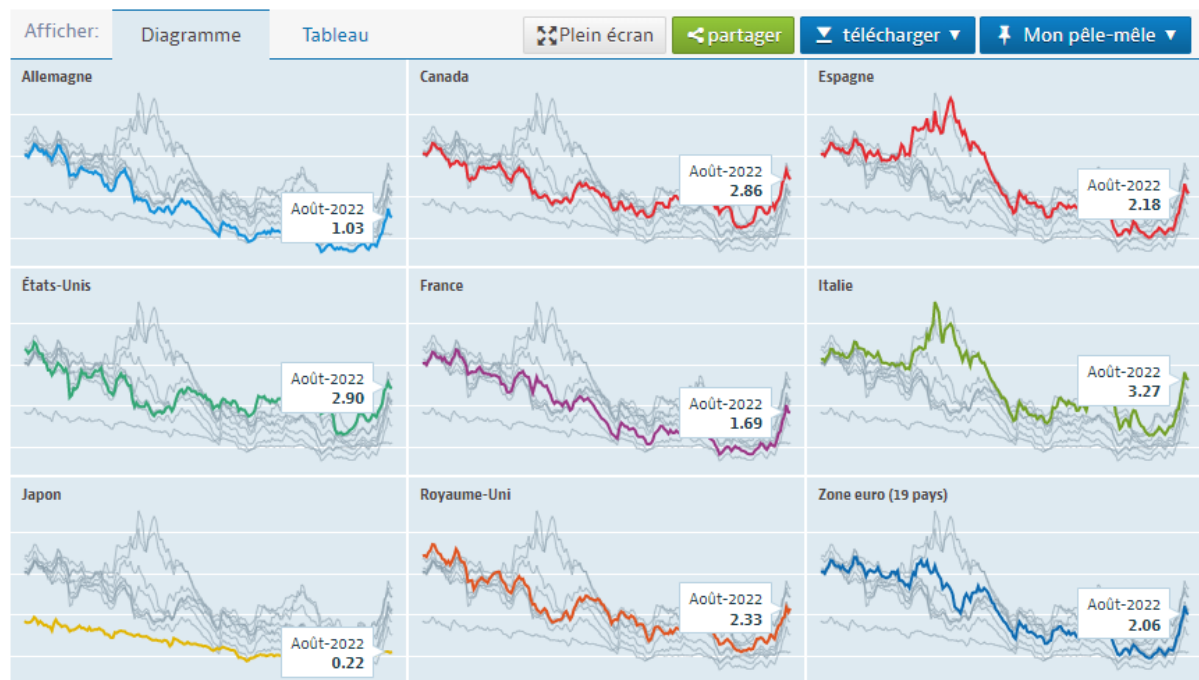


Dette des administrations publiques en 2021, en % de PIB.

Ce niveau d'endettement est fortement sanctionné par des taux d'intérêt à long terme (10 ans) plus élevés que dans des pays comparables. En août 2022, le taux d'intérêt moyen à 10 ans était de 3,27%, alors qu'il était de 2,18% en Espagne et 2,06% au sein de la zone euro, soit un écart de plus de 1%. Cet écart de taux est révélateur du climat de défiance des acteurs économiques vis-à-vis de l'Etat Italien.

Taux d'intérêt à long terme Total, % par an, janv 2007 – août 2022

Source : Finances



Indicateurs migratoires

Au-delà des difficultés économiques liées à la crise financière de 2008 et à la crise des dettes souveraines, l'Italie est confrontée à une crise migratoire au tournant des années 2010 avec la crise migratoire en Europe. Ce choc est sans précédent dans l'histoire du pays et révèle l'impréparation des décideurs publics italiens.

Cette impréparation résulte tout d'abord d'une histoire migratoire sensiblement différente des autres grands pays d'Europe occidentale. En effet, l'Italie est une terre d'émigration jusque dans les années 1970-1980, dont les flux de sortie sont caractérisés par un départ massif de jeunes italiens. Ils ne sont compensés que par les retours de familles rentrant au pays et ayant émigré une génération plus tôt. Ainsi, l'Italie n'a jamais réellement eu à mettre en place une politique d'immigration et un modèle d'intégration, si bien que le pays n'a pas pu dominer la crise migratoire des années 2010.

A partir des années 2000, le pays doit faire face au vieillissement de sa population et à des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs comme l'agriculture. En 2005, le pays affiche même un solde naturel négatif et doit *de facto* compenser avec un recours à

l'immigration, principalement d'Europe de l'Est, d'Afrique du Nord et d'une partie de l'Asie, ce qui génère de fortes tensions dans une société italienne menacée par sa trajectoire démographique. Selon l'ISTAT, en 1980, 321 000 étrangers vivent en Italie (soit 0,57% de la population totale), contre 1,3 million (2,34 % de la population totale) en 2000 et enfin 5,6 millions en 2018 (près de 9% de la population totale). En somme, en 20 ans, le nombre d'étrangers en situation régulière résidant en Italie a quintuplé.

Au sein des trois foyers de départ principaux de cette immigration massive, plusieurs pays d'origine se distinguent :

- L'Europe de l'Est constitue le principal foyer de départ avec près de 2 millions d'étrangers en Italie (35% des étrangers), principalement issus de Roumanie pour la moitié d'entre-eux eu égard à l'intégration de la Roumanie dans l'UE, puis d'Albanie, d'Ukraine ou encore de Moldavie ;
- L'Afrique, notamment l'Afrique du Nord, constitue le deuxième foyer de départ avec près de 1 million d'étrangers, principalement issus du Maroc, d'Égypte ou encore des pays d'Afrique subsaharienne depuis la crise migratoire en Méditerranée en 2015 ;
- L'Asie, tant l'Asie de l'Est (Chine, Philippines) que le sous-continent indien constitue le troisième foyer de départ avec près 800 000 étrangers en Italie, principalement issus d'Inde, du Bangladesh, du Pakistan ou encore du Sri Lanka.

Au tournant des années 2020, la situation migratoire italienne est dans le rouge tant sur l'immigration légale que l'immigration clandestine qui pourrait se chiffrer à plusieurs centaines de milliers de clandestins sur tout le territoire italien (entre 400 000 et 500 000). Dès lors, l'Italie apparaît comme subir une immigration massive sans parvenir à la contrôler et à la réguler.

Contestation de l'Union européenne

Les décideurs publics italiens doivent également affronter une très forte hausse de ces indicateurs depuis la crise migratoire de 2015, l'Italie étant devenue une porte d'entrée de l'immigration de masse en provenance de la Tunisie et de la Libye déstabilisées par les Printemps Arabes. Face à cette crise migratoire, les autorités italiennes ne peuvent pas compter sur le soutien européen pour la défense des régions du Sud de l'Italie. En effet, sur les 180 000 migrants qui ont traversé la Méditerranée durant l'année 2016, seuls 6 000 ont

pu rejoindre un autre pays européen pour faire leur demande de droit d'asile. 174 000 sont donc restés en Italie. D'autant plus qu'il ne s'agit pas de réfugiés politiques, mais principalement de migrants économiques en provenance d'Algérie, de pays d'Afrique subsaharienne ou encore du Pakistan, etc. En effet, 95% des demandes d'asile de l'année 2016 n'ont pas abouties.

Ce manque de solidarité européenne est à l'origine d'un sentiment d'abandon de l'Italie par l'Union européenne et donc indubitablement d'une contestation de l'Union européenne en Italie. La montée des populismes de droite (Ligue du Nord) et de gauche (Mouvement 5 étoiles) est directement la conséquence de l'échec de l'Union européenne à protéger ses frontières et à juguler l'immigration clandestine. Cette demande de protection de la part des élites politiques italiennes correspond d'autant plus à l'aspiration du peuple italien à sortir de la crise migratoire par le haut en facilitant les expulsions depuis l'île de Lampedusa, en accélérant les procédures de demande d'asile ou encore en maintenant l'interdiction du droit du sol.

L'Union européenne est dès lors jugée responsable de la situation à la fois pour ne pas avoir su protéger les frontières européennes en Méditerranée, pour ne pas avoir oeuvré à une action diplomatique de plus grande ampleur dans des pays dévastés par la guerre ou les renversements de régime (Libye, Egypte, Tunisie) et pour ne pas avoir fait preuve de solidarité avec l'Italie dans la répartition de la charge migratoire. Dès lors, la situation italienne migratoire conduit le pays à devoir renforcer ses moyens de sécurité face aux passeurs qui maintiennent les flux migratoires clandestins, au crime organisé et à la menace terroriste alors que le pays est dans une situation économique et budgétaire difficile.

Autres indicateurs (classe politique, etc.)

Alors que le pays affronte une situation difficile, il est à noter que la classe politique affiche une quasi-unanimité dans les moyens de réponse à l'immigration illégale et au terrorisme, notamment en systématisant les expulsions des personnes radicalisées, selon Lorenzo Vidino, expert du djihadisme à l'Université George-Washington. A l'image de la coalition conduite par Conte à partir de 2018, la classe politique italienne concilie une posture forte face à ces menaces, des lois efficaces et un capital politique accordé par les Italiens pour mettre en œuvre ces mesures.

Parmi ces mesures, la restriction des conditions d'accès à la nationalité et citoyenneté italienne ou encore l'expulsion systématique des étrangers radicalisés font l'objet d'un consensus politique difficile à obtenir dans d'autres pays européens. L'Italie a expulsé plus de 350 radicalisés sur la période 2015-2018, soit près de 2 par semaine. Comme la majorité des radicalisés ne sont pas italiens, puisqu'il n'y a pas de seconde génération musulmane en Italie en raison d'une immigration récente et que les conditions d'accès à la nationalité italienne sont drastiques, le pays est en mesure d'expulser les *cattivi maestri* (mauvais maîtres). Enfin, la classe politique a la capacité de maintenir des accords avec les pays d'origine (Maroc, Tunisie, Albanie, etc.) pour expulser facilement et rapidement les personnes radicalisées.

De ce fait, l'Italie demeure, pour l'heure, le seul grand pays de l'Europe occidentale à ne pas avoir connu d'attentat terroriste depuis 2001. Le pays est également celui dont le taux de radicalisés est le plus bas, notamment avec peu de départs pour le Djihad (une centaine sur les dernières années contre 1 000 en Allemagne et 1 500 en France). Alors que le pays doit faire face à une réalité économique et migratoire difficile, l'intégralité de la classe politique a eu la capacité de trouver des solutions face aux problèmes migratoires.

Pour autant, il s'agit d'actes politiques volontaristes paralysés par un dysfonctionnement de l'Union européenne sur la gestion de la crise migratoire qui handicape la sortie de crise italienne.

ITALIE : ÉVÈNEMENTS RÉCENTS ET NOUVELLE CRISE POLITIQUE

La formation du Gouvernement d'Union nationale

Au début de l'année 2021 l'Italie connaît une énième crise politique, les désaccords entre Giuseppe Conte, alors président du Conseil, et Matteo Renzi mettent fin à la coalition gouvernementale lorsque ce dernier retire son soutien au gouvernement Conte. Pour autant, dans ce contexte particulier d'une Italie frappée par la crise sanitaire, de nombreux partis souhaitent se coaliser pour mieux faire face aux crises. En février 2021, plusieurs partis

italiens se sont mis d'accord pour s'allier ensemble et soutenir un gouvernement mené par un technicien, non affilié à un mouvement politique : Mario Draghi¹.

Le Mouvement 5 Étoiles, la Lega, le Parti Démocrate, Forza Italia, Italia Viva (parti de l'ancien premier ministre Matteo Renzi) et Libres et Égaux (parti progressiste de gauche) ont donc fait fi de leurs différences et ont décidé de former une coalition que certains qualifient de « contre nature » pour aider le pays à faire face aux crises. Les différents députés ayant voté la confiance au gouvernement de Mario Draghi furent surnommés les « Dragons » en référence à la célèbre phrase prononcée par l'ancien président de la Banque Centrale Européenne en 2012, en pleine crise des dettes souveraines : nous ferons tout ce qu'il faut pour sauver la zone euro. En anglais cette fameuse phrase est traduite par « Whatever it takes », titre d'une célèbre chanson du groupe américain Imagine Dragons, d'où la référence affichée à la créature légendaire.

Tout comme en 2012, l'objectif de ce rapprochement était de faire tout son possible pour sauver l'Italie alors engluée dans une situation difficile avec la crise sanitaire par exemple. Les espoirs en « Super Mario » étaient grands et c'est ainsi qu'il succéda à Giuseppe Conte².

Les partis de droite la Lega et Forza Italia décidèrent donc de soutenir le gouvernement de l'ancien président de la BCE et même d'y participer. Le dernier membre de la coalition de centre droit, le parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, refusa de soutenir le gouvernement et Meloni se plaça comme principale opposante au gouvernement. En effet, elle s'est farouchement opposée à de nombreuses mesures prises par le gouvernement comme le « Green Pass »³ et s'en est souvent prise aux deux autres partis de droite, accusés de faire le jeu du gouvernement et de ne pas être véritablement de droite ou anti-systèmes. Durant cette période, Meloni est passée de chef de file d'un parti contestataire sans grande importance à principale candidate au poste de Président du Conseil. Dans le même temps, la Lega a baissé significativement dans les sondages, certains critiquant le renoncement à ses valeurs historiques.

¹ <https://www.theguardian.com/world/2021/feb/13/mario-draghi-sworn-in-as-prime-minister-of-italy>

² <https://www.theguardian.com/business/2021/feb/03/enter-the-draghi-can-super-mario-save-italy-as-he-did-the-euro>

³ https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/en-italie-aussi-le-passe-sanitaire-suscite-des-resistances_2155608.html

2022 et le début de la crise

Ce mariage de raison ne dura finalement que peu de temps et l'Italie renoua avec l'instabilité politique rapidement. Ce sont tout d'abord les mésententes concernant l'élection présidentielle italienne de début 2022 qui menacèrent cette entente fragile. En effet, certains leaders politiques voyaient en Mario Draghi le parfait candidat pour succéder à Sergio Mattarella comme Président de la République. On le disait capable de stabiliser le pays et de faciliter les compromis. Pour autant, certains partis y étaient opposés et ont annoncé vouloir retirer leur soutien au gouvernement d'Union Nationale si l'actuel Président du Conseil démissionnait. C'est le cas des partis de droite Lega et Forza Italia, qui se disaient fortement attachés à la figure de Draghi et durant un temps voulurent l'élection de Silvio Berlusconi à la Présidence. Mais les Partis de gauche affirmèrent à leur tour que si Silvio Berlusconi venait à occuper ce poste, ils quitteraient le gouvernement. L'ancien premier ministre, comme Mario Draghi avant lui, dut renoncer à briguer le poste pour maintenir la stabilité. Super Mario s'arrangea donc pour convaincre Sergio Mattarella de briguer un second mandat et ainsi donner un peu de répit au pays.

Mais avec la crise en Ukraine, certains partis membres de la coalition trouvèrent de nouvelles raisons de déstabiliser le gouvernement. Giuseppe Conte, qui était devenu entre-temps chef de file du M5S, a souvent critiqué la politique fiscale et économique du gouvernement⁴. Ainsi de nombreuses rumeurs courraient déjà sur sa possible défection. Mais avec l'aide militaire italienne envoyée à l'Ukraine, Conte trouva un autre moyen de critiquer publiquement le gouvernement. Ses critiques visaient les livraisons d'armes à l'Ukraine et la vision de Luigi di Maio, ministre des Affaires étrangères et membre de son propre parti. Tout cela provoqua le départ de Luigi di Maio du M5S et la création d'Ensemble pour le Futur, parti progressiste et europhile le 21 juin 2022⁵. Cette scission du M5S amputa le parti d'une cinquantaine de députés et de nombreux sénateurs, entamant encore plus sa crédibilité.

Avec ces différents événements, la stabilité du gouvernement était durablement mise à mal et il ne faisait aucun doute que dans les semaines à venir, la coalition au pouvoir allait sombrer comme de nombreuses avant elle.

⁴ https://www.repubblica.it/politica/2022/05/05/news/conte_m5s_governo_draghi_maggioranza-348147282/

⁵

https://www.repubblica.it/politica/2022/06/21/news/luigi_di_maio_scissione_m5s_giuseppe_conte_grillo-354923869/?ref=RHTP-BL-I354924559-P1-S1-T1

Été 2022 : Chute du Gouvernement Draghi

L'étincelle est survenue le 13 juillet, lorsque Giuseppe Conte a affirmé que le Mouvement 5 Étoiles ne voteraient pas la Confiance au gouvernement Draghi le lendemain. Super Mario remporta le vote de confiance de justesse mais décida de présenter sa démission au Président de la République⁶. Sergio Mattarella refusa tout naturellement cette démission mais le mal était fait... Durant le week-end, Silvio Berlusconi et Matteo Salvini ont déclaré ne pas vouloir participer à un gouvernement qui impliquerait le M5S et ont appelé à la tenue de nouvelles élections⁷. Avec cette nouvelle défection, le sort du gouvernement était scellé.

Le 20 juillet, Mario Draghi a expliqué longuement ce qu'il voulait pour le pays et finalement a demandé la tenue d'un nouveau vote de confiance. Lors de celui-ci, la Lega, Forza Italia, Fratelli d'Italia et le Mouvement 5 Étoiles se sont abstenus montrant que le gouvernement ne pouvait pas tenir dans l'état actuel. Le lendemain, Mario Draghi présenta sa démission au Président de la République une nouvelle fois et il fut forcé d'accepter. Dans la foulée, il décida de dissoudre l'Assemblée et de convoquer de nouvelles élections pour le 25 septembre prochain⁸. Cette abstention de trois partis membres de la coalition gouvernementale montrait que la confiance parlementaire envers le gouvernement était durablement brisée et qu'il n'existait plus de perspectives pour trouver un compromis.

L'ombre de la Russie plane sur la chute du gouvernement Draghi par ailleurs. En effet, Matteo Salvini est au cœur d'un scandale et certains prétendent que le retrait de son soutien au gouvernement est dû à sa proximité avec Moscou⁹. En plus de l'instabilité politique et des crises multiples dont souffre l'Italie, de possibles pressions et l'ingérence de l'extérieur planent sur la chute de Super Mario...

⁶ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/14/le-president-du-conseil-italien-mario-draghi-annonce-sa-demission-au-vu-de-l-effritement-de-sa-coalition_6134821_3210.html

⁷ https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/berlusconi-salvini-call-for-early-elections-amid-political-crisis/

⁸ https://www.lemonde.fr/international/article/2022/07/21/italie-le-president-dissout-le-parlement-apres-la-demission-de-mario-draghi-provoquant-des-elections-anticipees_6135674_3210.html

⁹ <https://www.leparisien.fr/international/italie-lombre-de-la-russie-sur-la-chute-de-gouvernement-salvini-dans-la-tourmente-28-07-2022-TVI5Y6KYNZERZPG2ZQSEJKZCUM.php>

VERS UN SÉISME POLITIQUE AVEC L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE GIORGIA MELONI ?

UN CONTEXTE POLITIQUE PROPICE

L'impossible reconduction du Gouvernement d'Union nationale

La reconduction d'un gouvernement d'Union Nationale ne peut devenir réalité tant les rancœurs entre les différents leaders politiques rendaient toute entente impossible. En effet, après le vote de confiance remporté de justesse par Mario Draghi le 14 juillet dernier, Matteo Salvini et Silvio Berlusconi ont déclaré ne plus vouloir faire partie d'une coalition impliquant le Mouvement 5 Étoiles. Giorgia Meloni, dont le parti ne participait pas à la coalition, demandait une dissolution depuis de longs mois. Giuseppe Conte du M5S critiquait la politique gouvernementale sur l'Ukraine depuis plusieurs semaines et avait été le premier à déclarer ne pas vouloir voter la confiance.

La participation au gouvernement d'Union Nationale a constitué une mauvaise opération politique pour de nombreux partis qui se veulent antisystème et contestataires, ce qui explique leur refus de réitérer l'expérience. Alors que la Lega était le principal parti de droite après les élections de 2018, Matteo Salvini s'est fait devancer par Giorgia Meloni dans les sondages et a véritablement souffert de son soutien à Super Mario. Il a ainsi décidé d'apparaître comme un de ceux ayant fait tomber le gouvernement (il ne voulait pas laisser Giuseppe Conte être le seul responsable) et essaye de rattraper son retard sur Meloni en adoptant un discours dur sur l'immigration. Silvio Berlusconi et Forza Italia ne vont pas non plus soutenir de nouveau un gouvernement dirigé par un technicien, principalement car il a décidé de suivre son allié de la Lega en échange de promesses. En effet, la rumeur dit que ses alliés ont promis la position de Président du Sénat à Silvio Berlusconi en échange de son refus de soutenir le gouvernement.

Le M5S a également grandement souffert de l'exercice du pouvoir et de sa participation au gouvernement. Depuis les élections de 2018, le parti maintenant dirigé par

Giuseppe Conte a dramatiquement chuté dans les enquêtes d'opinion. En effet, le M5S est passé d'un score de 32,68% aux dernières élections de 2018 à environ 10% dans les dernières intentions de vote (Politiche2022). Le M5S avait donc besoin de réaffirmer sa position de parti contestataire et contre le système. C'est la raison pour laquelle Conte a décidé de retirer son soutien au gouvernement d'Union Nationale espérant gagner en crédibilité électorale en vue des élections à venir.

La gauche plus divisée que jamais

Une coalition de Gauche paraît quant à elle plus qu'improbable étant donné que seul le Partito Democratico représente une force politique conséquente. Le Mouvement 5 Étoiles est en chute libre dans les sondages depuis les élections de 2018 et la scission opérée par Luigi di Maio il y a deux mois a encore fragilisé le parti. De plus, la gauche italienne est désunie comme jamais.

Si une coalition de gauche semble impossible dans l'état actuel des choses, un rapprochement entre les différents partis progressistes pourrait permettre à Draghi d'être reconduit en septembre. Le Parti Démocrate d'Enrico Letta ne voulait pas voir Mario Draghi quitter son poste et il semble très probable que si l'option d'une grande coalition de progressistes se présentait, Letta serait en faveur de ceci même s'il n'est pas en mesure de briguer la Présidence du Conseil.

Letta pourra compter sur Ensemble pour le Futur, parti de l'actuel ministre des Affaires Étrangères, Luigi di Maio, Italia Viva de Matteo Renzi ou d'autres partis de gauche. Tous ces partis progressistes sont en faveur d'un maintien au pouvoir de Super Mario. Pour autant, une coalition de la sorte paraît vraiment improbable car ces partis ne semblent pas en mesure de rassembler une majorité au Parlement. Si au soir du 25 septembre ces partis ont besoin de quelques sièges, alors ils pourraient se tourner vers Forza Italia et ses députés tant ce parti semble partagé sur une alliance avec des partis d'extrême droite. En effet, certains membres du parti ont décidé de se désolidariser de Silvio Berlusconi lorsque celui-ci a annoncé vouloir ne plus soutenir le gouvernement de Mario Draghi.

La droite sur un boulevard ?

Les différents partis de Droite ont quant à eux décidé le 27 juillet de renouveler leur coalition et les différents égos semblent pour l'instant être contenus. En effet, les leaders des trois partis ont déclaré que le chef de file du parti arrivé en tête serait leur candidat naturel au poste de Président du Conseil. Ainsi, en plus d'être créditée de presque 50% des voix, la droite apparaît comme la mieux placée pour former le prochain gouvernement et donc diriger le pays seule. Pour autant, et malgré le front commun affiché, les différents chefs de file risquent de s'écharper dans les prochaines semaines, avec un Matteo Salvini certain de sa force et qui ne veut pas se mettre en retrait au profit de Giorgia Meloni par exemple. Les liens supposés du leader de la Lega avec la Russie de Poutine pourraient aussi poser un problème à Meloni et Berlusconi, plus critiques envers le Kremlin, et mettre à mal cette fragile entente.

Les derniers sondages prédisent que la coalition de droite obtiendrait près de 60% des sièges au Parlement (Politiche2022), lui donnant une avance confortable sur ses concurrents et la possibilité de former le prochain gouvernement. Matteo Salvini ambitionne de retrouver le ministère de l'Intérieur, Silvio Berlusconi quant à lui espère obtenir la présidence du Sénat, ce qui irait de pair avec son retour au Parlement après son exclusion de 2013 pour fraude fiscale. Giorgia Meloni est quant à elle prête à devenir la première femme Présidente du Conseil. C'est justement pour cette raison qu'elle est entrée dans une mission de dédiabolisation.

Même si son parti a un discours clairement eurosceptique et anti-immigration qui peut choquer, Giorgia Meloni cherche à se montrer fréquentable en vue des prochaines élections. Elle n'a eu de cesse de réaffirmer son appartenance au camp atlantique et son opposition à Vladimir Poutine depuis le début de la Guerre en Ukraine. L'actuel Premier ministre polonais est même intervenu lors d'un meeting de Fratelli d'Italia pour apporter son soutien à Meloni, qui est comme lui opposée à Poutine et membre de l'ECR au Parlement européens. De plus, elle a adressé un message à la presse étrangère, pour tenter de rassurer les personnes inquiètes de l'héritage fasciste de son parti. Dans ce message adressé en anglais, français et espagnol, elle a déclaré « *Il y a plusieurs décennies que la droite italienne a relégué le fascisme à l'Histoire, en condamnant sans ambiguïté la privation de démocratie et les infâmes lois anti-juives* ».

Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, parti néo-fasciste, est le membre de la coalition de droite le plus récent. Il fut fondé en 2012 après le départ de certains anciens membres d'Alleanza Nazionale du parti le Peuple de la Liberté, dirigé par Silvio Berlusconi. Alors que Gianfranco Fini, ancien leader du néofascisme s'était converti à l'europhilie et au libéralisme, certaines personnalités réclamaient une droite clairement eurosceptique, nationaliste et anti-immigration, valeurs qui n'étaient pas défendues par Silvio Berlusconi pour eux. Lors des élections de 2013, ce parti n'obtient que 2% des suffrages et en 2018, 4,4% le plaçant en troisième position dans la coalition de droite menée par Salvini. Pourtant il est aujourd'hui crédité de plus de 24% des intentions de vote selon plusieurs instituts de sondage (Politiche2022, Termometro Politico, BiDiMedia).

La coalition de droite au pouvoir ?

Comme nous l'avons vu, un retour de la droite au pouvoir pour la première fois depuis 2011 est plus que probable. Mais si au soir du 25 septembre le rapport de force entre les différents partis de Droite annoncé par les sondages devient réalité, alors on peut se demander si Giorgia Meloni ou Matteo Salvini, à la tête de partis vus comme extrêmes, seront appelés à devenir Président du Conseil. Même si une telle situation irait contre le choix des citoyens italiens et pourrait sembler antidémocratique, ce qui s'est passé lors des élections de 2018 et la formation du gouvernement Conte nous incite à nous questionner sur la possible nomination d'un Président du Conseil d'extrême droite.

En 2018, alors que Matteo Salvini, Silvio Berlusconi et Giorgia Meloni avaient déjà scellé un accord de gouvernement, la Lega et le Mouvement 5 Étoiles étaient parvenus à un accord surprenant pour former une coalition. L'impossibilité de voir un bloc de droite gouverner seul, malgré l'arrivée en tête de la coalition de centre droit, avait rendu impossible le respect de l'accord de coalition formé entre les différents partis de droite et avait permis la formation de cette alliance contre nature. Pour autant, Salvini et Luigi di Maio avaient dû nommer Giuseppe Conte, alors indépendant, à la tête du gouvernement et Giovanni Tria au ministère de l'économie. La nomination de ce dernier est celle qui a le plus fait parler car à

l'origine c'est l'eurosceptique Paolo Savona qui devait occuper le poste, mais il fut écarté après de nombreuses critiques venant de Bruxelles ou de certaines capitales européennes¹⁰.

Tout comme en 1994, lorsque l'entrée de l'extrême droite et des néo-fascistes au gouvernement Berlusconi avait inquiété toute l'Europe, l'arrivée de partis populistes et antisystème au pouvoir en 2018 avait fait énormément de bruit à Bruxelles. De peur de voir sombrer une des plus importantes économies de la zone euro, il y avait eu des pressions de la part de nombreux dirigeants politiques européens pour empêcher la nomination de certaines figures au sommet de l'État. Ainsi, Sergio Mattarella, président de la République italienne, avait exercé son droit de veto pour empêcher la nomination de Savona et ainsi rassurer les dirigeants européens.

Le souvenir de 2018 est encore bien présent chez nombre de leaders et certains sont conscients que les mêmes erreurs ne peuvent être répétées. En 2018, Matteo Salvini, alors favori à droite pour occuper le poste de Président du Conseil n'avait pas cherché à édulcorer son discours pour rassurer ses futurs partenaires européens. Il avait adopté un discours allant clairement à contre-courant et qui le classait comme un « indésirable » aux yeux de beaucoup. C'est pour cette raison que Giorgia Meloni, qui pourrait devenir la première femme Présidente du Conseil, cherche désormais à dédiaboliser son parti et ainsi rassurer en Europe. Dans une série de messages, celle-ci a décidé de montrer que son parti était prêt à occuper des fonctions importantes et que son héritage néo-fasciste n'était en rien un frein à l'exercice du pouvoir. Elle insiste facilement sur le respect des valeurs atlantiques et l'attachement de FdI à l'OTAN, sur le fait qu'elle a toujours défendu l'Ukraine ou qu'elle se réclame du néolibéralisme et n'a plus l'intention de quitter l'euro pour se rendre plus « fréquentable ». Meloni est consciente que sans l'adoubement de ses futurs partenaires européens toute accession au poste de Présidente du Conseil serait impossible, elle s'attache donc à ne plus être vue comme une menace.

Les leaders de la droite extrême italienne savent qu'il ne faut pas répéter les mêmes erreurs qu'en 2018 sous peine de ne pas pouvoir exercer le pouvoir (et ce malgré une victoire électorale probable).

¹⁰ <https://www.lefigaro.fr/international/2018/05/27/01003-20180527ARTFIG00132-l-antieuropeen-savona-propose-par-la-ligue-comme-superministre-de-l-economie-italienne.php>

S'il est imaginable que Silvio Berlusconi reprenne du service avec la victoire annoncée de la droite, on dit que la Présidence du Sénat lui est promise, on peut se demander si sa position de « plus modéré » des leaders de droite ne permettra pas à Forza Italia d'être surreprésenté au sein d'un futur gouvernement. Il pourrait même peut-être jouer les premiers rôles, même si cela va à l'encontre des tendances actuelles. En effet, depuis 2018 et la perte d'influence de la gauche modérée, Silvio Berlusconi, ancien Président du Conseil et Député européen, est vu à Bruxelles comme le plus fréquentable des hommes politiques italiens de droite en vogue.

Silvio Berlusconi a commencé sa carrière politique comme véritable repoussoir, pour progressivement devenir fréquentable et même le dernier rempart contre le néofascisme pour certains. Il a commencé à se faire connaître dans le débat public en 1993, lorsqu'il a soutenu la candidature de Gianfranco Fini, chef de file du MSI néo-fasciste, à la mairie de Rome. Ce soutien, aussi inattendu que controversé, permis à Berlusconi de se retrouver sur le devant de la scène. En 1994, quelques jours après la dissolution du Parlement, il fonde Forza Italia, parti de droite qui rompait avec la démocratie chrétienne toute puissante en Italie. Il fit sauter les digues en s'alliant avec les néo-fascistes de l'Alleanza Nazionale et les autonomistes de la Ligue du Nord, ce qui l'aida à devenir Président du Conseil pour la première fois quelques mois plus tard. À ce moment, Berlusconi et l'arrivée de néo-fascistes au gouvernement faisaient peur dans les capitales européennes, notamment à Paris où François Mitterrand était en place.

Avec le temps, les dirigeants européens se sont habitués à fréquenter Silvio Berlusconi, et même s'il était peu soutenu lors des élections, ses homologues européens préférant les démocrates ou techniciens qui lui étaient opposés, il ne terrifiait plus outre mesure à Bruxelles. Silvio Berlusconi est même devenu député européen, ce qui a aidé à le rendre plus fréquentable aux yeux des technocrates bruxellois. Pour autant, son exclusion du Parlement italien en 2013 et sa peine d'inéligibilité après une condamnation pour fraude fiscale¹¹ furent accueillis positivement.

Les choses ont changé dès 2018, quand les dirigeants européens se sont rendu compte que Berlusconi était pour eux le seul dirigeant de droite « fréquentable » et « défenseur des valeurs libérales et démocratiques ». Soudainement, les dirigeants européens en sont venus

¹¹ <https://www.universalis.fr/evenement/19-24-juin-2013-nouvelle-condamnation-de-silvio-berlusconi/>

à souhaiter que Berlusconi prenne l'ascendant sur Salvini pour ainsi voir l'Italie se doter d'un Président du Conseil d'expérience et plus modéré. Ce fut véritablement un retournement de situation inattendu et on peut s'attendre à voir la même chose se produire lors de cette élection.

Mais il faut bien insister sur le fait qu'en 4 ans Silvio Berlusconi et Forza Italia ont perdu en influence et que le rapport de force de 2018 n'est plus le même. FI est passé d'une position de fringant second qui pouvait rivaliser avec la Lega et Salvini, à celle de dernier parti de droite qui est le suiveur plus que l'instigateur et est placé loin derrière ses partenaires dans les différentes enquêtes d'opinion.

Peut-on réellement s'attendre à voir Berlusconi obtenir plus que ce que ses résultats électoraux pourraient lui permettre d'espérer juste parce qu'il est plus modéré que ses partenaires et rompu à l'exercice du pouvoir, c'est toute la question...

LES RESSORTS DU SUCCÈS MELONI

Seul parti politique à ne pas participer à la coalition gouvernementale

Comme cela a pu l'être écrit précédemment, le premier vecteur du succès de Giorgia Meloni repose sur le contexte politique particulier italien. En effet, son parti Fratelli d'Italia a été le seul à ne pas participer à la coalition gouvernementale d'Union nationale. Cette situation spécifique a permis à Giorgia Meloni de s'imposer comme principale opposante à Mario Draghi et explique son ascension rapide comme favorite pour la Présidence du Conseil.

C'est véritablement à partir de 2021 que Giorgia Meloni a réussi à s'imposer comme la principale opposante à Mario Draghi et au gouvernement. En effet, avant cette année, Fratelli d'Italia n'était pas vu comme un des principaux partis contestataires d'Italie malgré des résultats électoraux encourageants. Cette place était occupée par le Mouvement 5 Étoiles à gauche et par la Lega de Matteo Salvini à droite, mais ces deux partis se sont unis pour former un gouvernement de coalition en 2018 et l'exercice du pouvoir a été difficile pour ces deux partis antisystèmes. Matteo Salvini et la Lega ont ainsi dû quitter la coalition en 2019,

ce qui a durablement entaché la réputation du parti qui commençait à ne plus être vu comme une alternative contestataire viable, ouvrant ainsi la voie à Meloni.

C'est la formation de la coalition d'Union Nationale en février 2021 qui aida fortement Giorgia Meloni à s'imposer comme la chef de file du premier parti politique d'Italie. En effet, le M5S et la Lega se sont joints à cette coalition et ont adoubé Mario Draghi, mettant à mal leur image de partis anti-systèmes et contestataires. Giorgia Meloni a ainsi bénéficié pleinement de cette « trahison », captant une grande partie de l'électorat radical et exténué par des années de gouvernement libéral. Le parti Fratelli d'Italia est ainsi passé de force d'appoint de la coalition de centre-droit, à celui de force incontournable de la droite italienne avec de nombreux sondages qui créditent le parti de près de 24% des intentions de voix le 25 septembre. Une ascension qui s'est faite au détriment de la Lega qui a perdu la moitié de ses intentions de vote depuis sa participation au gouvernement Draghi (chute de 24% au début de la coalition d'union nationale à environ 12% aujourd'hui), alors que sur la même période Giorgia Meloni progresse de 9 points.

La ligne politique

Durant les derniers mois, Meloni n'a eu de cesse de critiquer l'action du gouvernement et les mesures impopulaires prises par Mario Draghi. La gestion de la crise sanitaire par l'ancien directeur de la BCE a été la principale pomme de discorde entre les deux, d'autant plus que des partis extrêmes comme la Lega ou le M5S se retrouvaient pieds et poings liés face à cela et devaient se retenir de critiquer l'action gouvernementale. Meloni à la différence de ses concurrents a pu s'en donner à cœur joie, en critiquant violemment des mesures comme le « Green Pass » et sa version améliorée qui n'étaient ni plus ni moins que des obligations vaccinales déguisées.

Meloni s'est aussi écharpée à de nombreuses reprises avec le gouvernement concernant sa politique économique et la gestion du plan de relance après cette crise sans précédent. En effet, Meloni est favorable à des baisses d'impôt pour les petites entreprises et des aides aux Italiens, puisque pour elle la solidarité européenne n'existe pas ce qui explique qu'il faut avoir une vision nationaliste. Le gouvernement Draghi, en ligne droite des accords signés au niveau européen, a donc cherché à promouvoir le développement d'industries vertes ou du numérique, ce qui n'est pas au goût de Meloni qui veut défendre le

pouvoir d'achat des ménages et les petites entreprises italiennes. Pour elle, ce système asphyxie les entrepreneurs italiens et elle est favorable à des baisses d'impôt massives, ce qui à long terme pourrait poser un problème pour certains au vu de la dette faramineuse du pays. Elle critique également le soutien sans faille du gouvernement Draghi au système européen de l'électricité et la solidarité européenne qui pour elle n'existe pas dans les faits. Ce lundi 12 septembre¹², lors d'un débat organisé par le Corriere della Serra entre les chefs de file des coalitions de droite et de gauche, elle a expliqué que ce système ne fonctionnait pas et que les Allemands en étaient largement bénéficiaires alors que ce n'est pas le cas pour les Italiens.

Économiquement, Meloni a tourné le dos à l'idéal fasciste d'un étatsisme fort et d'une république sociale pour embrasser le libre-échange et le néolibéralisme. Fratelli d'Italia n'en reste pas moins un parti contestataire et profondément antisystème, c'est pour cela qu'elle peut se montrer en faveur d'une certaine forme d'interventionnisme et promet la préférence nationale en économie entre autres.

Meloni, à la différence de Salvini, est profondément atlantiste et a été la première à critiquer l'action russe en Ukraine¹³. Cet attachement à l'OTAN et son opposition à Poutine ne sont pas des postures électoralistes mais traduisent véritablement son état d'esprit. Alors que la proximité de Salvini et de Berlusconi avec le chef du Kremlin ne fait pas de doute, Meloni s'est toujours distinguée de ses partenaires en critiquant Poutine dès qu'elle le pouvait. Ainsi elle peut être vue comme plus proche des Polonais de Droit et Justice, ses partenaires au Parlement européen au sein de du CRE, que de Viktor Orbán par exemple, ce qui pose des problèmes à Enrico Letta, chef de la coalition de gauche, pour qui Orbán est l'homme à abattre en Europe et qui aimerait voir Meloni proche de lui pour mieux la contrer.

En ce qui concerne l'Union Européenne, Meloni est beaucoup plus opaque. Elle était en effet connue pour ses positions clairement eurosceptiques, demandant par exemple en 2014 la sortie de l'Italie de la zone euro. Pour autant, elle a compris que cette posture n'était pas conforme à celle d'une future Présidente du Conseil, elle s'est donc convertie sans grande conviction à un euro réalisme qui sonne plus cohérent. Fini les demandes de sortie de la zone euro ou l'opposition perpétuelle à Bruxelles, elle se veut constructive et compte sur ses

¹² <https://www.euractiv.fr/section/elections/news/en-europe-les-plaisanteries-sont-finies-selon-giorgia-meloni-candidate-dextreme-droite-italienne/>

¹³ <https://www.politico.eu/article/italys-meloni-right-wing-government-is-nothing-to-fear/>

alliances au niveau européen pour peser à l'avenir. Pour autant, elle veut renégocier les règles budgétaires en vigueur au sein de l'UE, ou compte utiliser l'argent issu du fonds de relance comme elle le souhaite, pour aider les Italiens, ce qui peut inquiéter à Bruxelles. En effet, l'Italie est la première bénéficiaire du plan de relance européen et devait recevoir 219 milliards d'euros de ce mécanisme d'emprunt mutualisé. Pour autant, juste un tiers de la somme totale a déjà été versée à l'Italie et le versement du reste est lié au respect de certaines conditions que Meloni n'entend pas respecter dans leur intégralité. Si celle-ci préfère verser l'argent aux petits entrepreneurs ou aux Italiens en situation précaire, les versements futurs pourraient être en danger, ce qui pourrait être un cataclysme pour une Italie en plein marasme économique. De plus, le programme de la coalition de droite stipule que les Traités européens doivent être renégociés et Meloni n'entend pas respecter à la lettre les différentes règles européennes, ce qui inquiète Bruxelles.

Sur le plan stratégique, Giorgia Meloni souhaite renforcer le poids de l'Italie et de l'Europe du Sud dans la construction européenne tout en impliquant davantage les pays d'Europe de l'Est. Elle insiste également sur le fait que les alliances sont variables au sein des institutions européennes et qu'ainsi elle n'exclut rien quant à l'évolution de ses alliances.

Sociétalement, Meloni veut défendre les valeurs traditionnelles qui ont fait l'Italie et sont aujourd'hui en danger selon elle. Ainsi, elle est une fervente avocate de la famille, ainsi qu'une opposante à l'homoparentalité et au mariage entre personnes de même sexe. Elle s'est aussi opposée à la loi contre l'homophobie et la transphobie DDL Zan¹⁴ déclarant que de telles discriminations n'existaient pas en Italie, rendant cette loi inutile. Meloni appelle à la défense des « des racines historiques et culturelles classiques et judéo-chrétiennes de l'Europe et de son identité »¹⁵.

Même si elle a tenu par le passé des propos favorables au fascisme et à Mussolini, elle se définit aujourd'hui comme une pure conservatrice et que le fascisme en Italie doit être relégué au ban de l'histoire. Ainsi en économie, elle a abandonné l'idée d'un état fort cher à Mussolini et aux fascistes, préférant le libéralisme économique. Pour autant, elle est en faveur d'une forme de préférence nationale et d'un relatif interventionnisme. Elle se veut

¹⁴ <https://www.ilfattoquotidiano.it/2020/07/16/gli-omosessuali-in-italia-non-sono-discriminati-meloni-e-salvini-in-piazza-contro-la-legge-sullomofobia-minimizzano-le-aggressioni/5870812/>

¹⁵ <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/italie-les-partis-de-droite-presentent-leur-programme-de-gouvernement-20220811>

également populaire, voulant imposer des mesures pour le pouvoir d'achat, le logement ou l'emploi des Italiens. Ses détracteurs critiquent ces mesures électoralistes qui pourraient faire exploser la dette italienne plus que de raison.

Sur l'immigration et la sécurité, Meloni se montre extrêmement dure et demande la fin de l'immigration de masse en Italie. Elle critique ouvertement l'islamisation de l'Italie et de l'Europe et se montre favorable à la fermeture de ports italiens aux bateaux déposant des migrants. Elle a déjà demandé la création d'un blocus naval pour éviter de telles arrivées de migrants en provenance de Tunisie ou de Libye.

Une équation personnelle singulière

« Je suis Giorgia, je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne et vous ne me retirerez pas cela ! »¹⁶ déclarait Giorgia Meloni dans un discours en guise d'introduction. Cela permet de mieux comprendre la politicienne de Fratelli d'Italia qui pourrait devenir la première femme présidente du Conseil en Italie. Elle se définit en effet comme défenseuse des valeurs traditionnelles, de la famille et surtout adopte un message dur sur l'immigration et l'insécurité qui parle à de nombreuses femmes ne pouvant pas sortir comme elles le veulent tant l'insécurité est forte de l'autre côté des Alpes.

Meloni est originaire du quartier populaire de la Garbatella dans le sud de Rome, et cette origine modeste est importante pour mieux cerner le personnage. En effet, c'est ce qui lui permet de paraître proche des classes populaires et de leurs préoccupations sachant qu'elle a vécu les mêmes problèmes. Ainsi lorsque celle-ci parle d'immigration ou de pouvoir d'achat, elle semble plus sincère que la plupart des politiciens italiens accusés de déconnexion.

À la différence d'autres politiciens, ayant fait leur classe dans les partis politiques dits traditionnels, Meloni s'est engagée très jeune au MSI, parti néofasciste défendant les valeurs traditionnelles et l'héritage du Duce. Elle en est même devenue la présidente du mouvement jeune et défend encore aujourd'hui des valeurs proches, même si elle a depuis renoncé à la doctrine mussolinienne d'un État fort, se convertissant au libéralisme économique et à

¹⁶ Discours du 19 Octobre 2019, place San Giovanni à Rome.

l'atlantisme. Après l'absorption du MSI dans le Popolo della Liberta de Berlusconi, elle devient ministre de la Jeunesse en 2008, à l'âge de 31 ans.

En 2012, elle quitte avec fracas le parti de Silvio Berlusconi pour fonder avec d'autres personnalités le parti Fratelli d'Italia, défendant l'idée que l'Italie avait besoin d'un parti anti-système, anti-immigration et clairement conservateur, mettant les Italiens au premier rang des préoccupations. Pour eux, ces valeurs n'étaient pas défendues par Berlusconi ou par Gianfranco Fini, ancien chef de file des néo fascistes du MSI, qui s'était converti à l'Europhilie et au libéralisme. Avec ce parti, ils cherchent à revenir aux fondamentaux, ressuscitant par exemple la flamme tricolore, symbole du défunt MSI et du néofascisme en général puisque celle-ci peut être aperçue sur la tombe de Mussolini. Le nom du parti est aussi celui de l'hymne national, montrant l'attachement de Meloni et des autres fondateurs aux valeurs nationales. Giorgia Meloni prend la direction de Fdi en 2014, après des élections générales ayant vu le parti n'obtenir qu'un peu plus de 2% des voix. Les élections générales de 2018 vont voir Fratelli d'Italia doubler son score, en obtenant plus de 4% des voix mais ce parti restait le membre faible de la coalition de centre droit portée à l'époque par Matteo Salvini de la Lega.

Le succès récent de Fdi repose donc aussi sur la personnalité atypique de Giorgia Meloni, qui incarne par son histoire personnelle les combats anti-systèmes et contestataires de son parti. Alors que les électeurs ont pu avoir l'impression de s'être fait trahir par les autres leaders d'extrême droite, Giorgia Meloni donne par son parcours des gages importants à son électorat. Le message sous-jacent est qu'elle "est comme eux, assume d'être en rupture totale avec le système et donc ne les trahira pas".

Giorgia Meloni sera-t 'elle vraiment présidente du Conseil ?

La victoire de Meloni semble probable mais elle ne sera possible que si l'Union des Droites, qui a été renouvelée le 27 juillet dernier, est en mesure de tenir. Pour l'instant, cette Union semble solide, bien plus qu'à gauche, mais les différents égos et les ambitions des deux autres membres de cette union peuvent remettre en cause la victoire annoncée de la droite. Silvio Berlusconi semble voué à jouer le rôle de troisième larron, et même si son parti opère une remontée lors des derniers jours de la campagne au sein de l'opinion, il y a fort à parier qu'il sera très loin de Meloni au soir du 25 septembre. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer

cet habitué de la politique italienne qui a représenté le visage de la droite durant plus de deux décennies, avant que Salvini ne prenne la relève en 2017.

Il faut se souvenir que Berlusconi n'était pas le plus motivé pour abandonner la coalition gouvernementale mi-juillet et que certains membres éminents de son parti ont quitté le navire en voyant leur chef s'aligner sur Matteo Salvini. Berlusconi jouit encore de l'image du plus modéré de l'Union de la droite et pourrait facilement mettre en péril la victoire de Meloni. Le Cavaliere pourrait choisir de faire volte-face en soutenant l'union des progressistes voulant le maintien de Mario Draghi au pouvoir, ou pourrait choisir de s'abstenir pour permettre la nomination d'un gouvernement minoritaire. Il ne faut pas oublier qu'en 2018, Salvini avait tourné le dos au bloc de droite pour s'allier avec le M5S et ainsi exercer le pouvoir et un tel scénario impliquant Berlusconi cette année n'est pas à exclure. Un tel revirement, improbable certes, empêcherait Giorgia Meloni d'accéder au poste de Présidente du Conseil car Forza Italia aura vraisemblablement un nombre conséquent de députés au soir du 25 septembre.

Les incertitudes entourant le bloc de droite concernent principalement la Lega de Matteo Salvini, qui est retombée dans les derniers sondages et est plus proche du score de Forza Italia que de celui de Fratelli d'Italia. Salvini n'a pas digéré son déclassement au profit de Giorgia Meloni alors qu'il était vu comme le chef de file de la droite italienne depuis de nombreuses années. Il espère toujours pouvoir remonter la pente et talonner Giorgia Meloni en termes de sièges, c'est pour cela qu'il a entamé une véritable course contre la montre en adoptant un discours particulièrement extrême sur l'immigration ou la sécurité pour ainsi contrer Meloni. Le fait qu'il ne puisse pas prêter allégeance à Meloni pourrait remettre en cause cette entente fragile, mais aux dernières nouvelles il semblerait qu'il se soit fait à l'idée et accepte son nouveau rôle.

LES CONSÉQUENCE POUR L'EUROPE ET LA FRANCE

LES CONSÉQUENCE POUR L'EUROPE

Une nouvelle architecture des pays européens

En Europe, les partis d'extrême droite sont de plus en plus visibles et remportent des succès importants. La poussée des Démocrates Suédois lors des élections du 11 septembre ou la possible victoire de Meloni ne sont que des exemples parmi tant d'autres.

Lors des dernières élections présidentielles et législatives en France, le Rassemblement National s'est de nouveau qualifié au second tour du scrutin présidentiel mais a également envoyé 90 députés au Palais Bourbon, ce qui n'était jamais arrivé et le RN constitue aujourd'hui le premier parti d'opposition à l'Assemblée Nationale.

En Allemagne, l'AfD a connu une grande victoire en 2017 avec son entrée au Bundestag alors que l'extrême droite n'a jamais existé en Allemagne depuis la fin de la guerre. Aux Pays-Bas, le PVV de Geert Wilders est présent dans la chambre basse depuis de nombreuses années, ce qui a permis de normaliser le discours anti-islam et anti-immigration promu par le tribun.

En Espagne, le parti héritier du franquisme VOX est aux portes du pouvoir selon certains sondages qui donnent une alliance de droite largement vainqueur face à la gauche espagnole désunie. Le parti a opéré une poussée phénoménale lors des dernières élections générales et a été en mesure de rentrer au gouvernement dans de nombreuses Communautés autonomes après ses bons résultats lors d'élections régionales. Les élections sont prévues l'année prochaine en Espagne, ce qui laisse présager une arrivée de l'extrême droite en Espagne.

Au Portugal, la poussée de l'extrême droite d'André Ventura est certes plus timide que dans d'autres pays européens, mais elle est réelle et ne peut pas être occultée. Son parti Chéga est passé d'un seul député à 12 à l'Assemblée de la République après les dernières élections législatives. Dans ce pays, sorti de la dictature de Salazar il y a quelques décennies, cette percée est remarquable.

En Finlande, les sondages annoncent un très bon score du parti des Vrais Finlandais en prévision des prochaines élections législatives. Une coalition de droite pourrait ainsi être en mesure de prendre le pouvoir, bénéficiant des déboires de Marin et un autre pays européen pourrait avoir l'extrême droite au gouvernement.

En Pologne et en Hongrie, des mouvements qualifiés de conservateurs et d'extrême droite sont au pouvoir depuis de longues années et sont véritablement des perturbateurs en Europe à l'heure actuelle. Les négociations sur le Plan de relance ou l'imposition de sanctions contre la Russie sont les derniers exemples de discussions rendues difficiles par l'action de partis extrémistes. Une vague de victoires de partis d'extrême droite pourrait intensifier les désaccords au niveau européen et mettre en péril une entente déjà difficile.

La possible victoire de Meloni attise les appétits des partis d'extrême droite en Europe. Les responsables du RN par exemple voient dans cette poussée de l'extrême droite la preuve que partout en Europe la volonté populaire va dans le même sens. Cette victoire pourrait permettre la création d'un large front anti-UE. Cette poussée inquiète le gouvernement français bien évidemment, cette percée est vue comme inquiétante et traduit un désarroi généralisé en Europe.

Une nouvelle donne dans les institutions européennes ?

Les dernières élections européennes de 2019 ont été marquées par le recul des deux grands partis qui ont structuré le Parlement européen à savoir le Parti Populaire européen et le Parti socialiste européen. Le premier a perdu 34 sièges depuis 2014 tandis que le second en a perdu 31 sièges. Ce scrutin avait alors marqué l'avènement d'autres partis comme les verts (+22 sièges), les libéraux (+39 sièges), et les souverainistes (+37 sièges).

Ainsi logiquement, la composition du Conseil européen (réunion des chefs d'État et de Gouvernement des États membres de l'Union européenne) se retrouve modifiée. Les socialistes européens gèrent 7 pays soit 36,34% de la population européenne comme l'Allemagne, l'Espagne ou le Portugal. La Suède est pour l'instant dirigée par une sociale-démocrate, ce qui pourrait ne pas rester longtemps en raison des résultats récents dans le Royaume. Les libéraux gèrent 6 pays comme la France, les Pays-Bas, la Belgique ou le Luxembourg. Tandis que la droite européenne (Parti Populaire européen) qui dominait le conseil au début des années 2010, se retrouve à diriger 7 pays mais seulement 10,69% des habitants. Enfin, les souverainistes dirigent 2 pays à savoir la Pologne et la République Tchèque.

Une élection de Giorgia Meloni changerait inévitablement la donne au sein des institutions européennes. En effet, cela voudrait dire que 16% de la population de l'Union européenne serait dirigé par les souverainistes de l'Alliance des conservateurs et des réformistes européens. De plus, ce groupe pourrait être soutenu par d'autres pays comme la Hongrie de Viktor Orban.

Cette élection pourrait ainsi davantage fracturer la droite européenne du Parti Populaire européen, puisque cela va accentuer les clivages entre la droite européenne presque fédérale et la droite plus souverainiste. Ainsi, avec la perte de l'Allemagne qui a basculé en 2021 à gauche, la domination du Parti Populaire pourrait être remise en cause lors des prochaines élections européennes. Surtout, cela pose une question existentielle pour la droite européenne, faut-il continuer à s'allier avec les libéraux, les verts et les socialistes sur un modèle de grande coalition à l'allemande ou s'orienter vers autre chose ?

Une nouvelle donne géopolitique en Europe ?

L'alliance entre le modèle social-démocrate des pays du Nord et le modèle ordolibéral allemand s'est heurté à la crise financière de 2008 et surtout à la crise des dettes souveraines. Ainsi, depuis ce moment, nous observons de plus en plus de contestations des peuples européens, à commencer par le Brexit en 2016 ou encore les élections répétées de Viktor Orban. On peut ainsi dire que les sociaux-démocrates et les chrétiens démocrates qui ont façonné l'Union européenne sont petit à petit en perte de vitesse.

Les prochaines élections nationales vont concerner les pays suivants : la Finlande menée par la sociale-démocrate Sanna Marin, l'Espagne du social-démocrate Pedro Sanchez, le Danemark de la sociale-démocrate Mette Frederiksen, Chypre du chrétien-démocrate Nikos Anastasadis, l'Estonie de la libérale Kaja Kallas, la Grèce du chrétien-démocrate Kyriakos Mitsotakis, le Luxembourg du libéral Xavier Bettel, et la Pologne du souverainiste Mateusz Morawiecki. Si nous prenons les intentions de votes exprimés dans les sondages, l'Espagne passerait à droite tout comme la Finlande. Tandis que Chypre passerait libérale. Enfin, la Pologne resterait souverainiste, la Grèce de droite, et l'Estonie libérale. On observe ainsi une droitisation globale du paysage politique européen, avec un rétrécissement de la social-démocratie. En revanche, cette droitisation s'exprime de plusieurs manières avec soit une droite classique soit une droite nationale. Malgré tout, on remarque une poussée globale de la droite nationale dans tous les pays.

Cette nouvelle configuration peut laisser configurer une place plus importante des pays d'Europe du Sud et d'Europe de l'Est. Surtout, elle ouvre la voie à une Europe qui serait beaucoup moins dominée par l'Allemagne comme c'est le cas depuis la réunification et le milieu des années 2000. Cette Europe serait morcelée, avec une interrogation, comment se comportera la France d'Emmanuel Macron face à cette nouvelle architecture ? Ainsi l'évolution de la situation politique en France peut avoir un impact déterminant sur l'équilibre des forces en Europe.

UN PHÉNOMÈNE SIMILAIRE EN FRANCE ?

La forte probabilité de voir Giorgia Meloni à la tête du Gouvernement italien interroge sur la possibilité de voir un phénomène similaire en France. En effet, si Marine Le Pen n'a pas réussi à remporter la dernière élection présidentielle face à Emmanuel Macron, elle a amélioré son score lors du second tour et a surtout remporté 89 députés lors des dernières élections législatives. Alors, une possible victoire de Giorgia Meloni en Italie peut-elle préfigurer une arrivée au pouvoir de Marine Le Pen en France ?

Il ne faut pas faire un rapprochement facile entre Giorgia Meloni et Marine Le Pen et penser que foncièrement la victoire de la première servira la seconde. Les deux ont des visions politiques différentes et s'opposent sur de nombreux points. Meloni se définit comme

une conservatrice, elle a mis derrière elle la rhétorique étatiste qui qualifiait les fascistes et est aujourd'hui adepte du libéralisme. Marine Le Pen se démarque par un étatisme et un populisme que l'on retrouve davantage chez Salvini que chez Meloni. Les deux femmes s'opposent quand il s'agit d'économie, et leurs vues sur la Russie et les agissements de Poutine diffèrent grandement. Les deux partis ne font ainsi pas partie de la même alliance au Parlement européen, le Rassemblement National est membre du groupe Identité et Démocratie avec Matteo Salvini, tandis que Fratelli d'Italia fait partie de l'ECR, groupe des réformateurs et conservateurs européens. Même si ces deux groupes défendent certaines idées communes, comme la fin de l'immigration de masse, ils n'ont pas la même vision économique pour l'Union. Ces différences peuvent nous inciter à nous demander si la victoire annoncée de Meloni peut véritablement amener des changements conséquents en Europe, car malgré ce que certains disent, les deux groupes ne semblent pas pouvoir s'entendre directement.

Ainsi les différences entre Marine Le Pen et Giorgia Meloni nous invite à nous demander si la comparaison entre les deux femmes est cohérente. Au vu des positions affichées par Giorgia Meloni, on peut se demander si Éric Zemmour ou Marion Maréchal ne seraient pas de meilleurs candidats pour cette comparaison. Surtout, elle pose une question stratégique pour Marine Le Pen, faut-il continuer l'entreprise de dédramatisation au risque de subir le même sort que Matteo Salvini en Italie qui s'est fait remplacer par Giorgia Meloni ? Enfin, Marine Le Pen comme Giorgia Meloni, ne doit-elle pas tout faire pour favoriser une union des droites pour enfin arriver au pouvoir ?

Nous plaçons malgré tout des limites aux tentatives de comparaison entre les deux personnalités et la possibilité d'avoir le même parcours. Tout d'abord, le contexte politique est différent puisque l'Italie est marquée par une instabilité politique qui favorise les variations électorales. On observe notamment que les deux forces politiques qui ont dominé le dernier scrutin en 2018, soit la Lega et le Mouvement 5 étoiles ont plus de difficulté pour ces élections législatives anticipées en 2022. Ensuite, les indicateurs italiens notamment migratoire et économique sont beaucoup plus négatifs que ceux de la France. Pour rappel, le PIB italien par habitant a baissé entre 2008 et maintenant, ce qui n'est pas le cas de la France par exemple. L'immigration, une des motivations du vote en faveur de Meloni, est beaucoup plus importante en Italie qu'en France. Enfin, il reste un dernier point qui est le mode de scrutin. Giorgia Meloni n'est pas majoritaire en Italie, mais sa coalition l'est. Est-il vraiment possible de transposer l'union des droites en France alors que l'élection présidentielle reste

une élection marquée davantage par la personnalité du candidat que son parti politique. Cette donnée est encore plus marquée au second tour, où traditionnellement on élimine le candidat qui nous plaît le moins voir qu'on rejette le plus. Ainsi, dans le cadre d'une élection à deux tours : est-ce que Giorgia Meloni l'aurait emporté face au candidat du parti démocrate par exemple ?

La probable élection de Giorgia Meloni ouvre également une réflexion sur la droite française. On a montré que la droite classique européenne éprouvait des difficultés comme la droite française. Alors que la droite dominait le conseil européen au début des années 2010, cela est moins le cas désormais. De nouvelles droites ont émergé avec des souverainistes, tandis que les libéraux et les centristes comme Emmanuel Macron ont pris davantage de place dans l'échiquier européen. On observe ainsi que la droitisation à l'œuvre en Europe ne profite pas directement à la droite traditionnelle dans tous les pays.

On peut ainsi distinguer plusieurs cas d'école : une droite traditionnelle qui devient minoritaire et dépassée par son extrême droite (c'est le cas en Suède, en France, en Pologne, probablement en Italie), une droite traditionnelle qui parle à son extrême et qui arrive à récupérer son électorat (c'est le cas en Espagne dans les intentions de vote, en Autriche, au Royaume-Uni avec Boris Johnson avant la concrétisation du Brexit). Plus que des tactiques électorales d'union, c'est la réponse ou non aux préoccupations de ces électeurs qui détermine la place de la droite classique.

CONCLUSION

La situation en Italie est riche d'enseignement à la fois au niveau européen et également au niveau français. On observe ainsi une droitisation à l'œuvre en Europe avec un rétrécissement de la social-démocratie, où l'Allemagne fait figure d'exception avec la victoire d'Olaf Scholz en 2021. La comparaison entre la France et l'Italie montre qu'il y a encore des différences entre nos deux pays notamment avec des indicateurs plus marqués par la difficulté en Italie. Ainsi, l'exemple italien n'est pas encore le plus probable en France, comme le souligne le résultat de la dernière élection présidentielle. Cependant, des signaux d'alerte doivent être émis, comme l'ont rappelé les dernières élections législatives où le Rassemblement national a emporté 89 députés.

Finalement, l'Italie est confrontée à une crise politique inédite qui pourrait voir pour la première fois une femme d'extrême droite accéder à la Présidence du Conseil. Un scénario doit encore faire face plusieurs incertitude. Pour prendre la tête du gouvernement, Giorgia Meloni doit gagner les élections législatives, construire une coalition électorale majoritaire et faire rassurer à l'international pour lui permettre de véritablement gouverner.

Auteur :

Pierre Clairé

Avec les contributions de :

Clément Perrin (Données économiques),

Matthieu Hocque (Autres Indicateurs),

William Thay (Analyse européenne et française),

Emeric Guisset (Ligne Politique)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.